

ÉCOLOGIE ET LUTTE DES CLASSES ¹

Introduction

Chers amis,

Je voudrais tout d'abord m'excuser auprès de vous pour mon très médiocre castillan et, davantage encore, pour mon incapacité à m'exprimer dans votre langue gallega. Ce que j'y perdrai en spontanéité, car je n'aime pas être prisonnier de la lecture d'un texte, vous le gagnerez, du moins je l'espère, en intelligibilité.

Je voudrais également remercier les organisateurs de cette semaine, qui possède, je le sais, ses lettres de noblesse, pour leur invitation chaleureuse et l'honneur qu'ils me font de prendre la parole devant vous. Car je ne suis ni un spécialiste de l'écologie, ni un militant écologiste. J'essaie seulement d'être un philosophe et de m'employer, en marxiste (vous voyez qu'il en reste), à penser un présent qui est notre affaire à tous.

La thèse que je développerai est la suivante : la crise écologique actuelle représente une nouveauté radicale dans l'histoire de l'humanité. Elle est donc la plus pressante invite à des remises en question de tous ordres qui ne sauraient s'arrêter en chemin. Elle exige des réponses qui lui soient adéquates, c'est-à-dire radicales, comme elle. Je n'en vois pas de plus appropriée que celle qui provoquerait l'alliance entre le mouvement écologique et le mouvement ouvrier, dans une redéfinition, par conséquent, de la lutte des classes, de sa conscience et de ses objectifs.

1. La crise écologique.

Le constat est sous nos yeux. Il y a une crise écologique, à l'échelon mondiale, qui possède deux caractères : celui d'une nouveauté sans précédent dans l'histoire de l'humanité, qui malgré les catastrophes qu'elle a connues, est aujourd'hui en présence de la menace de sa propre disparition, cette dernière étant assimilable à un véritable suicide ; celui de l'urgence, puisque les facteurs d'une telle issue se trouvent réunis, qu'ils sont scientifiquement lisibles et qu'en conséquence le temps nous est compté.

Ce constat se redouble et s'appuie sur deux autres sur lesquels je serai bref car ils sont désormais familiers.

Le premier porte sur les formes de la crise écologique. Il peut consister en un catalogue, plus ou moins étendu, des menaces dûment recensées et réelles. Un numéro récent d'un hebdomadaire français en relevait 13. Pourquoi pas. Je les cite rapidement : le nucléaire, l'effet de serre, la disparition de la couche d'ozone qui nous protège des rayonnements solaires, la baisse de la diversité des espèces génétiques mettant en cause les équilibres des écosystèmes, la disparition des forêts tropicales, l'érosion et la désertification des sols, les risques liés aux biotechnologies, les océans et les mers transformés en poubelles par les rejets des déchets toxiques, la pollution des sols par les engrais chimiques notamment les pesticides, les produits chimiques dans l'alimentation et les produits industriels à usage domestique, le transport et le stockage des déchets toxiques, l'artificialisation de la nature et des hommes. Toutes ces menaces ne sont sans doute pas de la

¹ 17/4/1990 Colloque Pontevedra. 1ère publication : *Cahiers marxistes*, n° 180, Bruxelles, août 1991

même gravité, ni inscrites dans les mêmes durées. Il en est d'autres : des 'pluies acides' aux urbanisations sauvages...Mais le catastrophisme n'est pas notre objet. Il est bien de noter que certaines de ces atteintes au milieu naturel sont à la fois *globales* et *irréversibles*.

Le second élément concerne la brutalité, dans les quelques dernières années, avec laquelle s'est produite la réaction de l'opinion, c'est-à-dire la prise de conscience de la crise. Le temps des folklores et du romantisme naturaliste, attaché au sauvetage des bébés phoques ou aux retours à la nature, est passé. Nous n'en sommes plus aux protestations individuelles ou marginales. La crise s'est proprement mondialisée. Elle n'épargne ni l'Ouest, ni l'Est, ni le Nord, ni le Sud. Tous les sondages font apparaître de véritables bonds en avant de l'opinion, qu'il s'agisse du nucléaire ou de la protection de l'environnement. Le vocabulaire écologique est lui-même tombe dans le domaine public. Les effets politiques, avec la montée des Verts dans tous les pays, sont les plus perceptibles. Mais le changement des mentalités devant les développements économiques ou les innovations technologiques deviennent de plus en plus sensibles. Ce n'est nullement le fait du hasard si de considérables retournements se sont opérés, en Europe occidentale, sur le 'tout-nucléaire', après les puissantes manifestations des Grünen allemands contre l'armement nucléaire et les centrales ; ou si la catastrophe de Tchernobyl a accéléré la pérestroïka. Les gouvernements ne s'y sont pas trompés. 1989 a été déclarée l'année de l'environnement. Le gouvernement français a organisé pendant trois jours, du 13 au 15 décembre des assises, dans le parc océanique Cousteau, consacrées à 'écologie et pouvoir'. Le congrès américain vient de voter un budget de 30 Milliards de dollars pour protéger l'atmosphère. Les partis politiques sont contraints de revoir leurs programmes et leurs priorités. La 'gauche' est ébranlée sous la pression des verts et la thématique 'rouge et vert' tente de se donner des fondements. La 'droite' se refuse à laisser à la 'gauche' le combat écologique qui lui donnerait un nouveau souffle. Le député italien Alessandro di Pietro en appelle à « une grande fédération d'organisations écologiques européennes de droite qui puisse s'opposer aux 'gauchistes', aux Verts et aux écolos-pacifistes » (la presse, déc. 1989). D'un mot : tout le monde est vert !

L'intérêt d'un tel constat ne réside toutefois pas en lui-même, à quoi le réduisent le plus souvent les médias, non sans complaisance démagogique. Il vaut par les implications dont il est le porteur, par les re-pensées qu'il appelle et, disons le mot, par les accusations qu'il pousse à formuler. Or, c'est à elles précisément qu'il convient d'être attentifs pour crever l'opacité des silences complices et les recouvrements idéologiques qui n'ont pas d'autre fin que de préserver les ordres établis.

En fait, la crise écologique n'instruit qu'un seul procès. Il prend ouvertement à partie notre système de développement, sa nature, ses formes, ses perspectives et l'ensemble des légitimations qui le sous-tendent, économiques et politiques, mais également psychologiques, morales et culturelles. Pour des raisons de commodité, je l'envisagerai sous deux aspects en réalité complémentaires et imbriqués.

2. La critique de l'eurocentrisme.

Depuis le XVIIIe siècle, le mode de production capitaliste s'est peu à peu imposé à toute la planète, à partir des métropoles européennes. Grande-Bretagne, France, Allemagne, puis nord-américaines et enfin asiatiques (le Japon et les 'dragons'). Les révolutions industrielles, les conquêtes maritimes, l'essor des relations commerciales et de l'exploitation des richesses de tous les continents, autrefois initiés par les

puissances italienne, espagnole et hollandaise, assurait la victoire sans conteste du type de développement le plus conquérant et, avec lui de sa philosophie, de sa science, de sa religion, en bref de son rayonnement culturel. Un nouvel âge d'or apparaissait, auprès duquel ne comptait guère ni l'asservissement de nations entières, la destruction ou le saccage de leurs modes d'existence, la colonisation, l'esclavage, et les formes d'encadrement, militaire, policier et administratif, qui soumettait des millions d'hommes. Voilà sans doute qui est archi-connu, mais nous avons à nous souvenir aujourd'hui que nous sommes nés de ce terreau.

Le triomphalisme l'a d'abord et longtemps emporté. Dans la conscience des maîtres évidemment, mais aussi dans celle des vaincus. Rappelons les fortes antithèses justificatrices : civilisation et barbarie ; progrès, ce nouveau dieu, et stagnation ou arriérations ; Lumières et obscurantisme ; science et ignorance ; histoire et 'sociétés sans histoire' ; culture noble (écrite) et sous-cultures (orales) ; raison et 'mentalités primitives' ; Droit et coutumes ; technique et pratiques empiriques ou 'ancestrales' ; urbain et rural. J'ai encore dans la tête les images des 'bons sauvages' de mon enfance, que je n'ai gommées qu'adolescent en lisant le Supplément de Diderot au voyage de Bougainville... Nous sommes tous passés par là. Mais sont-ils si nombreux ceux qui s'en sont sortis ?

La question n'est peut-être pas vaine, dès lors qu'on prend conscience premièrement que ce type de développement est resté le nôtre et qu'il est toujours et même seul dominant ; deuxièmement qu'il n'a tenu aucune des promesses dont il se disait, et dont on le croyait, gros. Nous avons du mal à comprendre que la Seconde Internationale ait pu majoritairement se déclarer favorable à la colonisation, en tant qu'œuvre civilisatrice. Ce serait impensable aujourd'hui. Pourtant si les choses ont changé, si le triomphalisme n'est plus (au moins moralement) de mise, le système, quant à lui, est en parfait état de fonctionnement. A cette différence près, comme les statistiques, les économistes, et même les politiques qui nous gouvernent, nous l'assèment à l'envi, que « les pauvres sont de plus en plus pauvres » (les riches réciproquement) ; que les sous-développés ne se sont pas, il s'en faut ! développés ; que les inégalités de toutes sortes s'accusent, entre nations, entre sexes, devant la culture ou l'emploi ; que les 'dégâts du progrès' sont considérables... ; que le racisme n'est pas mort, que l'exploitation est florissante... et qu'au bout du compte nous avons eu Hiroshima et maintenant la crise écologique à travers laquelle, c'est notoire et rigoureusement constaté, le Nord accroît et programme la ruine du Sud.

Y insister serait hélas facile...

3. La critique du productivisme.

Ce que l'on appelle le productivisme, avec une nuance péjorative qui cache l'acceptation de sa fatalité, a également connu deux étapes.

Dans un premier moment, il a renvoyé aux énormes capacités d'accroissement des marchandises, on disait volontiers des "richesses". Il annonçait, grâce au machinisme, une extension telle des forces productives qu'elle serait à même de combler tous les besoins de l'humanité et d'assurer sa prospérité. Marx n'était pas le dernier à faire de hauts éloges, dans le *Manifeste*, de la bourgeoisie qui révolutionnait en permanence, disait-il, les moyens de production. Il suffisait, avec la montée irrésistible de la lutte des classes, de casser le carcan de rapports de production caducs pour passer à une démocratie de forme supérieure et entrer dans un progrès indéfini. La science, comme première force productive, était chargée de toutes les espérances. Des espérances qui venaient de loin, et même du plus loin de notre civilisation, avec la figure de ce Prométhée, saluée, par Marx lui-même, dès sa

dissertation de doctorat ; avec Descartes, qui voulait rendre l'homme "maître et possesseur de la nature" et s'enthousiasmait pour les premiers automates ; avec Saint-Simon et son Ecole qui perçait des continents². Avec, enfin, la perspective puis la volonté, consécutive à Octobre 1917, de "la construction" du socialisme. Le flambeau des Lumières changeait de mains. Il passait dans celles du prolétariat, seul en mesure d'en éclairer l'univers. Comment ne pas évoquer ici sans émotion les vagues d'enthousiasme soulevées à chaque réalisation du pouvoir soviétique : combinats industriels, détournement des fleuves, réduction des zones désertiques, conquête de l'inaccessible Sibérie, collectivisation des terres. Des "samedis communistes" de Lénine au défi Khrouchtchévien des maïs, en passant par les tonnes d'acier staliniennes, des peuples de "héros du travail" battaient chaque jour la bourgeoisie et le capitalisme sur leur propre terrain. L'affaire Lyssenko pouvait bien se révéler une escroquerie aux yeux de quelques biologistes tatillons, elle n'en traduisait pas moins la victoire de la science socialiste en matière d'agriculture et d'élevage. Les lendemains chantaient à pleine voix.

Et le respect de la nature, la protection de l'environnement ? Ils étaient, bien entendu, assurés dans les conditions optimales, eaux pures et usines propres. Je me souviens l'avoir lu autrefois dans de fort sérieux livres soviétiques qui donnaient toutes garanties à cet égard. Ces garanties sont demeurées entre les pages des livres...

Le temps de ces illusions est passé aussi. Les plus jeunes d'entre nous ne garderont en mémoire que ces images sinistres récemment livrées par les télévisions du monde entier sur les pays du "socialisme réellement existant" : usines délabrées, terres revenues aux friches, villes asphyxiées, rivières mortes, centrales nucléaires dépourvues de sécurité... force est bien d'en convenir, la crise écologique n'a pas épargné l'Est. Soyons justes, elle y a été (y est) pire qu'à l'Ouest, même si l'échelle est moindre, la bureaucratie et la technocratie des pays socialistes n'ayant vu leurs décisions limitées par aucune protestation venue de la société civile, par aucun contre-pouvoir. Dans ce domaine-là aussi, l'absence de droits et de libertés a joué un rôle régressif par rapport aux démocraties bourgeoises. Une rude leçon est à enregistrer : on avait à faire, à l'Est comme à l'Ouest, au même modèle productiviste, au même "idéal" de développement, la précipitation, sur fond de sous-développement, et l'esprit de compétition en plus. On montrerait qu'il n'en a pas été autrement s'agissant du rôle de l'Etat et de ses appareils ou de la gestion de l'économie, marché et sous-emploi compris.

Toujours est-il qu'à l'époque de "l'économie monde" et des politiques de "déréglementation" allègrement pratiquées dans les pays sous-développés, le productivisme découvre le vrai visage et la nature intrinsèquement capitaliste de sa logique : production pour la production, production pour le profit et sa maximisation, accompagnée et réconfortée de sa caution idéologique, la planétarisation de la conscience marchande, ou, si l'on préfère, la "common marketisation of international relations", comme dit un Fukuyama. Tel est le modèle, l'exemple, auquel aspirent les pays qui viennent de se débarrasser de leurs structures staliniennes et vis-à-vis duquel ils n'étaient, hier, que de médiocres sous-traitants. Leur aspiration (le socialisme ou les bananes), pour légitime qu'elle paraisse, ne s'en inscrit pas moins dans cette logique qui les travaillait déjà, le productivisme, et qui ne manquera pas, dans des contradictions pour eux encore impratiquées, de leur présenter sa note. Nous savons, quant à nous, qu'elle sera élevée.³

² Cf. les Saint-simoniens en Egypte : le mirage savoir/pouvoir.

4. Réponses-impasses.

Ces critiques que la crise de l'écologie permet de mettre au jour et à l'ordre du jour pouvaient aller encore plus loin. Jusqu'à traiter de la soumission de la science et des techniques, chargées, il y a peu, de tant de bienfaits, aux groupes multinationaux, aux complexes militaro-industriels et aux décisions, sans contrôle, des Etats. Je signalerai seulement ce fait notable que la marchandisation généralisée assure la promotion de son produit, de loin le plus rentable, la drogue, et que ce triomphe de l'économie de marché provoque une véritable criminalisation du capital financier, comme on le voit avec l'exemple de Madame Kopp, dans la Suisse "au dessus de tout soupçon", et ailleurs c'est-à-dire partout, dans le "monde libre". Ce que confirme, a posteriori, l'exceptionnelle lucidité de Marx qui redoublait le schéma M-A-M/A-M-A' instaurateur du capitalisme, dans le schéma A-M-A'/a-A', où l'argent, réduit à lui-même, véritable "fétiche automate", faisait l'argent sans intermédiaire de marchandises. Or, cela se passe sous nos yeux, la valeur d'échange se suffit à elle-même, elle a achevé de bouffer la valeur d'usage et, avec elle, besoins et perspectives de prospérité.

Les réponses aux accusations portées contre le système se mesurent à cette aune. N'hésitions plus. Le capitalisme, qui a produit la crise de l'écologie, ne fournira pas cette réponse. Il en est, d'essence, incapable. Le "socialisme", en vérité le stalinisme, n'étant que son enfant de cœur, ne la détient pas non plus. Mais allons plus loin. L'effondrement des pays "socialistes", qualifié par d'hardis journalistes "d'effondrement de châteaux de cartes", voulant sans doute traduire par là la stupéfiante coupure entre les masses et le pouvoir ne fera qu'aggraver toutes les menaces : celles qui tiennent à l'extension du marché et celles qui proviendraient de sa réussite, c'est-à-dire au mieux la reproduction, -élargie, des puissances "développées", au pire, les effets d'une tiers-mondisation.

Faut-il ajouter que ni la pénalisation, devenue nécessaire, des pollutions capitalistes, ni le mythe de la rentabilisation financière, pour les multinationales, de la prévention écologique, ne sont des réponses adéquates ? Mais plutôt des mythes moraux et productivistes.

Alors, les propositions du mouvement écologiste ?

Il faut les prendre au sérieux. A cause de leur sérieux. Elles ont engendré une sensibilisation de masse sans précédent sur tous les problèmes posés par la crise écologique. Elles ont entamé et réduit, même au prix d'ambiguïtés, le phénomène d'exclusion politique, qui gangrène toutes les démocraties occidentales, en offrant le refuge du vote Vert à de multiples contestations qui avaient renoncé à toute "représentation". Elles ont surtout prouvé la force de leurs propositions alternatives, des plus modestes (la surveillance domestique) aux plus radicales (la mise en cause précisément du productivisme). Elles se heurtent cependant à deux limites dont on souhaite qu'elles ne soient que conjoncturelles et passagères.

La première tient au refus du politique, de l'engagement dans les luttes politiques, considérées, non sans raison, comme piégées. A l'Ouest, comme à l'Est, -ce n'est pas un hasard, on veut garder sa distance critique et contestataire, dans une sorte de pureté. La caricature de cette attitude est donnée en France avec le parti vert A; Weachter : ni gauche, ni droite. Les dissensions en R.F.A. entre "realos" et "fundis" n'en sont, malgré l'ancrage politique de masse, malheureusement pas si éloignées.

La seconde limite relève de la sous estimation des enjeux économiques relevés ci-dessus et qui laissent la place à toutes les dérives idéologiques. Dira-t-on qu'il n'y

³ N.B. Ceci n'a rien à voir avec la critique heideggerienne de la technique. Heidegger ne sait rien des masses et des rapports de classes.

a là rien de rédhibitoire pour des mouvements naissants, profonds, durables, mais à peine encore montés au feu.

Le mouvement ouvrier paraît, quant à lui, singulièrement démuné et son cuir est tanné par plus d'un siècle d'expérience, succès et échecs étroitement intriqués. Trois handicaps lui font sentir leur poids. Le premier vient de son histoire intimement liée à la croyance d'une libération des forces productives et à son progressisme économiste. On ne lui reprochera certes pas sa foi économiste : en la matière, il en a fait beaucoup trop, d'où la méfiance de ceux qui le regardent aujourd'hui. Le second, qui n'est qu'une conséquence du précédent, relève de sa pratique et de la hiérarchie des priorités qu'elle a imposée. La classe ouvrière doit viser le pouvoir. Tout est subordonné à cette finalité, l'organisation militante, -parti ou syndicat, le fonctionnement et le programme. C'est pourquoi, les P.C. laisseront passer au travers de leurs tamis tout ce qui surgira de la société, sous les transformations-agressions du capitalisme, les mouvements associatifs, féministes, de défense des immigrés, des revendications de jeunes et ...écologistes.

Se résignera-t-on à l'implacable loi du système ?

Ce serait faire bon marché de cet autre constat que les jeux ne sont pas faits. Car la réponse appropriée existe, que la crise de l'écologie rend impérieuse et urgente. Elle obéit à deux ordres de considérations qu'il conviendrait de rendre évidents et qu'il faut faire partager.

Elle consiste dans l'alliance des rouges et des verts, comme on dit couramment, ou, mieux, dans la formulation d'un projet "écosocialiste". Elle obéit à deux ordres de considérations qu'il convient de rendre évidents et qu'il faut faire partager.

Il s'agit, en premier lieu, d'établir à quel point sont objectivement convergentes les luttes écologistes et les luttes de classes. Elles visent, tout d'abord, le même adversaire : le mode de production capitaliste parvenu à sa forme actuelle qui, pour n'être plus celle des années 60, n'en est pas moins, en dépit de ses recompositions offensives et de sa couverture des "droits de l'homme" ou de "l'Etat de droit", un régime d'exploitation, d'inégalités et de démocratie sans contrôle. Elles procèdent toutes deux aux mêmes critiques, au même procès. Nous l'avons vu, le retrait du politique compris qui entérine l'existence de citoyens passifs face à la "classe politique" qui monopolise le pouvoir, par le fric, les relations et les médias. Elles aspirent aux mêmes finalités : l'entier changement de la société, de sa base et de ses superstructures, comme on disait naguère.

Un ancien débat fait ici retour. "Réforme ou révolution" : on ne peut résoudre la crise écologique par des réformes qui n'attaquent pas le fonctionnement du système. C'est un des mérites des gestions social-démocrate en Europe occidentale de l'avoir définitivement prouvé. On n'aménage pas le libéralisme au profit de dispositions "sociales", on s'y soumet et on le sert. L'Europe de l'Acte unique en est la vocation. Les pays socialistes, qui viennent d'en perturber quelque peu le projet, sont déjà sommés de s'y résoudre. Ce qui veut dire, en clair, que nos sociétés-modèles sont profondément anti-démocratiques : les "citoyens" n'y disposent d'aucun réel pouvoir de décision, ni de contrôle.

La dite convergence, qui a à devenir subjective, suppose, en second lieu, si philosophique que cela paraisse, que soit reconsidéré le rapport homme/nature/histoire. Ce qui nous renvoie, de toute nécessité, aux leçons de Marx et à leur validité. Comment pourrait-il en être autrement s'il est vrai que le *Capital* est le pire missile qui ait été envoyé à la tête de la bourgeoisie ? L'Aufklärer, l'admirateur du progrès bourgeois, ne s'est en effet nullement trompé sur la logique du capitalisme et on ne saurait sérieusement le rendre responsable

de ses bâtards conjoncturels. Rappelons donc qu'il ne concevait de nature que sociale, qu'il voyait dans l'homme non seulement un produit de la nature qui en restait dépendant, mais une "activité sensible" qui, par le commerce et l'industrie, transformait le milieu naturel. Il objectait à Feuerbach que le cerisier qu'il avait devant sa fenêtre était le produit d'une histoire qui l'avait adapté où il était. D'où le thème de la "naturalisation de l'homme" indissociable de "l'humanisation de la nature" qui laissait prévoir qu'un jour il n'y aurait plus "qu'une seule science" fusionnant celles de la nature et de l'histoire. Ni les hommes, ni les nations, assurait-il, ne sauraient se prétendre propriétaires de la nature ; ils n'en sont pas les "possesseurs" chargés de transmettre à leurs successeurs les "boni patres familias". Engels savait que toute victoire sur la nature se payait d'effet en retour, de "vengeance". La nature n'est-elle pas aliénée, comme l'homme, dans un travail dominé par les "puissances extérieures" ? Aujourd'hui "le procès de travail", Comme le dit La Grassa, n'est-il pas immédiatement et structurellement capitaliste, immédiatement lié à la valorisation du capital" ?

On comprendra qu'il ne s'agit nullement ici de quelque retour aux ancêtres, qui les dédouaneraient, mais bien de rectifications d'autant plus utiles qu'elles autorisent à emprunter une autre voie que celle du système dominant et de ses corollaires. Il est question de moins de rien que de faire se rejoindre mouvement ouvrier et luttes écologiques, en relevant qu'une telle alliance, dans la mesure où elle ne concerne pas les mêmes classes ou couches sociales, peut permettre, par une chance historique, d'associer, comme le souhaitait également Marx, prolétaires ou travailleurs, petite-bourgeoisie ou couches moyennes, et intellectuels. Pour ne rien dire de cette mobilisation qui engagerait côte-à-côte femmes, jeunes et cadres auprès du prolétariat traditionnel.

Tel est l'enjeu.

Conclusion.

Il est bien question, la crise de l'écologie nous y a conduit, d'un programme qui n'est pas seulement politique, qui est proprement philosophique, car il est radical, comme l'était la XI^e Thèse de Marx qui invitait à changer le monde. Ce programme exige, comme on l'a dit, une politisation de l'écologie, concomitante d'une "révolution culturelle du mouvement ouvrier" et d'une "réinvention de la lutte de classes", pour reprendre un mot d'ordre de 68. Ils ne sont en rien inaccessibles. Ils sont même à notre portée, dans le cadre devenu d'impérieuse obligation à notre époque, de la lutte pour la démocratie, toujours plus de démocratie, toujours plus sociale. Il n'est pas interdit d'y voir, avec Marx, la condition de la sortie des hommes de leur "préhistoire" vers la maîtrise consciemment et collectivement assumée de leur existence et de l'histoire qu'ils ont enfin à bâtir comme des êtres responsables.